



Assemblée générale

Distr. générale
19 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 65 de l'ordre du jour
La situation dans les territoires ukrainiens
temporairement occupés

Lettre datée du 18 août 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Comme suite à mes communications antérieures, j'ai l'honneur de vous exprimer à nouveau notre gratitude concernant les travaux d'une importance extrême que vous menez pour veiller à la coordination pleine et effective de tous les organes de l'ONU concernant l'application de la résolution [75/192](#) de l'Assemblée générale sur la situation des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine). Il est encourageant de voir que la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine maintient ses activités et nous conservons l'espoir qu'elle se verra accorder un accès sans entrave à la Crimée par la Fédération de Russie, en tant que Puissance occupante, conformément au droit international humanitaire.

Je souhaite vous informer ainsi que les États Membres d'un nouvel acte illégal qui a été commis en Crimée temporairement occupée en contradiction flagrante du droit international, y compris le droit international humanitaire, ainsi que des résolutions de l'Assemblée générale.

Le 16 août 2021, le tribunal militaire du district sud de la Fédération de Russie a pris la décision illégale de condamner quatre citoyens ukrainiens, Ruslan Nagaev, Lenur Khalilov, Ruslan Mesutov et Eldar Kantimirov, dans l'affaire du groupe dit Hizb ut-Tahrir Alushta.

Ces actes de la Fédération de Russie s'inscrivent dans le droit fil de la répression qu'elle exerce contre des citoyens ukrainiens, en Crimée temporairement occupée, qui cherchent à jouir pleinement de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression, de religion ou de culte, la liberté d'association et le droit de réunion pacifique. Le sort des citoyens ukrainiens qui sont détenus et privés de leurs droits et libertés par la Fédération de Russie est source de vive préoccupation pour l'Ukraine et la communauté internationale.

Je tiens à souligner que le Ministère ukrainien des affaires étrangères proteste énergiquement contre l'acte illégal susmentionné et demande à la communauté internationale de réagir face à la décision infamante prise par la Puissance occupante, de condamner catégoriquement la pratique illégale de la Fédération de Russie



consistant à poursuivre les dissidents et à abuser de la législation antiterroriste, d'exiger d'elle qu'elle cesse de violer les droits humains et le droit humanitaire international dans les territoires ukrainiens temporairement occupés, de continuer de défendre activement les droits et libertés des habitants de la Crimée temporairement occupée, en particulier dans le nouveau cadre international dit Plateforme pour la Crimée, et d'accroître la pression sur la Fédération de Russie, y compris au moyen de sanctions.

Je voudrais rappeler que l'Assemblée générale, dans sa résolution [75/192](#), a condamné la pression qui continue d'être exercée sur les minorités religieuses en Crimée temporairement occupée, notamment les fréquentes perquisitions dont elles font l'objet, la démolition des bâtiments consacrés à la religion et les expulsions de ces bâtiments, les exigences indues qui leur sont imposées en matière d'enregistrement et entraînent des modifications du statut juridique et des droits de propriété, ainsi que les menaces et les persécutions que subissent les mosquées et les écoles religieuses musulmanes. Les États Membres ont condamné aussi les poursuites infondées engagées contre des dizaines de musulmans pacifiques au motif qu'ils seraient membres d'organisations islamiques,

Il est important de noter que dans la résolution susmentionnée, l'Assemblée générale a condamné également les violations et atteintes commises et les mesures et pratiques discriminatoires appliquées par les autorités d'occupation russes à l'encontre des résidents de la Crimée temporairement occupée, notamment des Tatars de Crimée, ainsi que des Ukrainiens et des personnes appartenant à d'autres ethnies et groupes religieux.

L'Assemblée générale a exhorté la Fédération de Russie à faire en sorte que tous, sans aucune discrimination fondée sur l'origine, la religion ou les convictions, puissent de nouveau jouir de leurs droits, annuler les décisions portant interdiction d'institutions culturelles et religieuses, d'organisations non gouvernementales et d'organes de presse, et rétablir les droits des membres de groupes ethniques de Crimée, en particulier des Ukrainiens et des Tatars de Crimée, notamment le droit de prendre part à des rassemblements culturels et à respecter le droit à la liberté de religion ou de conviction et à en garantir la jouissance à tous les résidents de la Crimée.

Au vu de ce qui précède, je tiens à appeler votre attention et celle des États Membres sur la déclaration faite le 16 août 2021 par le Ministre ukrainien des affaires étrangères sur la condamnation illégale des citoyens ukrainiens Ruslan Nagaev, Lenur Khalilov, Ruslan Mesutov et Eldar Kantimirov par le tribunal militaire du district sud de la Fédération de Russie (voir annexe).

Je demande de nouveau à la Fédération de Russie de respecter ses obligations internationales, d'appliquer toutes les résolutions de l'Assemblée générale pertinentes, dont les plus récentes, les résolutions [75/192](#) et [75/29](#).

J'espère également que les pratiques illégales susmentionnées des autorités d'occupation russes seront dûment prises en compte dans le rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 65 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya

Annexe à la lettre datée du 18 août 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration du Ministère ukrainien des affaires étrangères sur la condamnation de quatre citoyens ukrainiens

Le Ministère ukrainien des affaires étrangères proteste énergiquement contre la décision illégale de la Cour militaire du district sud de la Fédération de Russie du 16 août 2021 de condamner quatre citoyens ukrainiens, Ruslan Nagaev, Lenur Khalilov, Ruslan Mesutov et Eldar Kantimirov, dans l'affaire dite du groupe Hizb ut-Tahrir Alushta.

Tous les citoyens ukrainiens susmentionnés ont été illégalement détenus le 10 juin 2019 par le Service fédéral de sécurité (FSB) sur le territoire de la République autonome de Crimée temporairement occupée, et inculpés en vertu de la partie 1 de l'article 205.5 du Code pénal de la Fédération de Russie (« Organisation d'une organisation terroriste ») et de la partie 1 de l'article 30 et de l'article 278 du Code pénal de la Fédération de Russie (« tentative de la prise de pouvoir par la force par un groupe organisé en collusion »). Par la suite, en violation du droit international, ils ont été transférés illégalement à Rostov-sur-le-Don – en territoire russe. L'enquête préliminaire et le procès, traditionnellement, se sont déroulés avec de nombreuses violations de procédure et dans des conditions de mépris total des preuves fournies par la défense sur la non-implication totale des citoyens ukrainiens mentionnés dans les actes incriminés.

La condamnation aujourd'hui de R. Nagaev à 13 ans, L. Khalilov à 18 ans, R. Mesutov à 18 ans, E. Kantimirov à 12 ans de prison est une nouvelle preuve des répressions politiques systémiques exercées par la Russie contre les Tatars de Crimée afin d'intimider et de supprimer tout mouvement civil et toute initiative déloyale dans la péninsule de Crimée temporairement occupée. La Fédération de Russie doit révoquer la décision du tribunal et libérer immédiatement Ruslan Nagaev, Lenur Khalilov, Ruslan Mesutov, Eldar Kantimirov et tous les citoyens ukrainiens détenus illégalement.

Nous demandons à la communauté internationale de réagir face à cette décision infamante de l'État occupant, de condamner catégoriquement la pratique illégale de la Russie consistant à poursuivre les dissidents et à abuser de la législation antiterroriste, d'exiger d'elle qu'elle cesse de violer les droits humains et le droit humanitaire international dans les territoires ukrainiens temporairement occupés, de continuer de protéger activement les droits et libertés de la population de la péninsule de Crimée, en particulier dans le cadre du nouveau cadre international lancé par l'Ukraine, la Plateforme pour la Crimée, et d'augmenter la pression sur la Fédération de Russie, y compris au moyen de sanctions.